

La lutte indépendantiste, loin de buter sur Trump, est l'axe stratégique pour le repousser tout en ouvrant la porte d'une société du soin et du lien

Le dernier sondage d'opinion tout comme le bilan de la campagne du PQ dans Chicoutimi révèlent que le soutien à l'indépendance plombe. L'électorat est apeuré par le trumpisme persécutant jusqu'au meurtre des personnes immigrantes et de couleur, ce qui a donné lieu à une résistance surprenante jusqu'à une brève grève à Minneapolis. Après avoir menacé d'annexer le Canada et plus immédiatement le Groenland, Trump s'est adonné au kidnapping international au Venezuela tout en signifiant sa volonté de mettre à sa main les Amériques. Maintenant, avec son allié stratégique sioniste-génocidaire, il se lance dans une guerre de grande ampleur pour le contrôle du Moyen-Orient, centre géostratégique et pétrogazier du monde.

Quel pays voisin ne le craindrait pas ? Mais pourquoi ce contexte amène-t-il mainte Québécoise et maint Québécois à voir l'indépendance nationale comme une source de faiblesse ? Il faut avoir en tête que l'interprétation de la raison d'être de l'indépendance et de ce que serait un Québec indépendant repose essentiellement sur le PQ qui a su en faire son cheval de bataille alors que l'autre parti indépendantiste s'est médiatiquement tenu coi sur le sujet à peu de choses près. Et quelle est cette interprétation ? Succinctement, le Québec péquiste serait un *p'tit Canada* avec un nouveau *f'lag s'ul hood*, identitarisme compris.

Si le Canada ne résiste pas à Trump, qu'en serait-il du p'tit Canada péquiste... ou Solidaire ?

De se dire avec justesse le grand public, vaut mieux un grand Canada pour faire face au tsunami trumpiste d'autant plus que déjà le Québec est et sera relativement la plus frappé parmi les provinces par les tarifs de Trump, [dixit la Banque de Montréal](#). Les exportations majeures du Québec, aluminium et bois d'œuvre sont choquées de plein fouet. En vue de la renégociation de l'ACEUM les ÉU ont dans leur mire le système canadien de quotas agricoles (lait, poulet, œufs) particulièrement important au Québec. Structurellement, la balance commerciale du Québec est déficitaire pour cause d'importations substantielles de pétrole, de gaz et de véhicules routiers pour lesquels la dépendance vis-à-vis le restant du Canada est cruciale. Qu'en sera-t-il des jets privés de Bombardier alors que les ÉU ont un producteur rival ce que Trump a remarqué ?

Tant le gouvernement québécois que celui canadien ne remettent pas en question la matrice productive du Québec (et du Canada) sauf à démarcher de nouveaux clients à travers le monde, ce qui ne pourrait au mieux que de sucrer l'amère pilule étant donné [l'importance démesurée](#) des ÉU en termes de commerce international ce que depuis presque un siècle a favorisé la bourgeoisie canadienne et sa filière québécoise. Et n'oublions pas les flux nets de capitaux entre les deux pays devenus [une véritable fuite vers les ÉU](#) depuis une dizaine d'années. Pour tenter de s'en sortir, les deux gouvernements sautent à pieds joints sur le prétexte fallacieux du danger

russe, et pourquoi pas étatsunien, pour se lancer, comme l'Union européenne et la Grande-Bretagne, tête baissée dans l'industrie de guerre et dans les grands projets extractivistes sans garde-fou écologique et social. On devine « l'austérité » accrue qui pend au bout du nez des peuples québécois et canadien.

Il semble que la rupture indépendantiste fasse peur à Québec solidaire toujours cadenassé au centre-gauche. Car il s'agit de briser un pays impérialiste du G-7 que les ÉU désireraient croquer tout entier bien que le PQ ne manque pas de [garnir à la Trump son Québec](#) soi-disant indépendant pour plaire à l'ogre. Afin de surmonter sa crise, la direction Solidaire croit suffisant de s'être doté d'un programme du dimanche qui garde une saveur anticapitaliste du temps de sa jeunesse. Quant à la plateforme électorale, programme réellement existant à servir en cette année électorale, rien ne laisse voir une plateforme percutante, radicalement social-démocrate, à la Mamdani indépendamment de la stratégie suicidaire de ce dernier misant sur le parti Démocrate pour la réaliser et non sur l'élargissement et le renforcement de sa grande mobilisation électorale. Nul besoin d'invoquer la nécessité de l'indépendance pour réaliser les [modestes réformes](#), certes souvent pertinentes mais au mieux une meilleure chaise sur le pont du Titanic, que la direction Solidaire met de l'avant.

L'indépendance ouvre la porte d'une économie écosocialisée rejetant tant Carney que Trump

L'indépendance nationale est-elle la stratégie la plus pertinente comme contribution mondiale du peuple québécois afin d'empêcher l'humanité de sombrer corps et biens dans la terre-étuve, de contribuer à lever le barrage du trumpisme qui bloque la voie pour y arriver ? Telle est la fondamentale question clef à répondre. Débarrassé du poids mortuaire pétrogazier-financier de l'axe Calgary-Toronto autour duquel carbure l'économie canadienne, une économie québécoise qui ne va pas de Charybde en Scylla en tombant dans le piège de l'extractivisme minier tout-électrique serait en mesure de se doter d'une économie du soin et du lien en décroissance matérielle.

Le Québec se délesterait de l'auto solo et de son pétrole en faveur d'un système de transport en commun mur à mur et d'un complément d'autopartage communautaire. La production nationale de bois, d'aluminium et d'acier sera embrigadée dans une corvée-habitation de mise à niveau écoénergétique du déjà bâti et de construction très majoritaire de logements sociaux à consommation d'énergie quasi zéro. Puisant dans le gisement de « négawatts » des bâtiments rénovés et rejetant les énergivores centres de données pour le nuagique qui accapare les données personnelles et pour l'aliénante intelligence artificielle, il ne sera pas nécessaire d'augmenter de 50% la production électrique à un coût faramineux sauf marginalement celle solaire couvrant les bâtiments. Ainsi, l'économie du Québec ne sera plus soumise au chantage des affairistes étatsuniens et canadiens. Quant à l'alimentation, soulagée pour l'essentiel de la production carnée et laitière, l'agriculture biologique québécoise sera en mesure de nourrir son

monde pour l'essentiel. D'amicaux rapports internationaux avec les pays non impérialistes, particulièrement du Sud, permettront d'y exporter pour importer ce qui manque.

La mue économique exigera certes une dose d'initiative hors du commun de toustes mais elle s'annonce bon marché et de ce fait facile à financer en plus d'être dégagée du chantage économique impérialiste comme on vient de le constater. Les budgets des ménages seront soulagés des deux piliers de la consommation de masse que sont le véhicule routier privé causant étalement urbain et congestion, et le logement privé souvent une habitation exposée aux quatre vents donc intrinsèquement énergivore et dévoreuse d'espace naturelle et agricole. Le budget public sera alimenté par l'imposition des gens riches et des entreprises au niveau de ce qu'elle était durant la Deuxième guerre mondiale afin de financer les nouveaux services publics que seront transport public gratuit partout et fréquent, logements sociaux majoritaires, universelles garderies gratuites, électricité de base et internet gratuits, sans compter un réinvestissement substantiel dans la santé, l'éducation et les services sociaux devenus délabrés. L'impératif de sauver l'humanité de la terre-étuve le justifie beaucoup plus que l'était celui de gagner la guerre.

Cette imposition de la richesse, en tant que revenu et patrimoine, n'est pas seulement indispensable comme source de financement mais elle l'est pour arrêter net l'énergivore consommation luxueuse et les investissements en projets inutiles et militaires qui sont responsables, [dixit Oxfam](#), de la majorité des émanations de gaz à effet de serre (GES). Quant à la « classe moyenne », le 40% mondiale d'Oxfam, lestée de la consommation de masse, elle verra chutées ses propres émanations de GES. Ce sera suffisant à la fois pour atteindre le GES-zéro et pour que le 50% le plus pauvre de l'humanité puisse hausser écologiquement son niveau de vie y compris le supplément d'énergie qu'il y faudra. D'aucuns, avec raison, en concluront qu'on sera rendu à deux pas d'une économie socialisée ou mieux éco-socialisée. Il appartiendra au peuple-travailleur, au prorata de la résistance patronale immergée dans le culte de l'accumulation du capital et de son corollaire croissanciste, de régler ce problème à sa façon. Chose certaine, il serait super-naïf d'abandonner aux banquiers de Toronto et d'ici le contrôle de la monnaie, des flux monétaires hors Québec et de l'épargne nationale.

Rejeter le nationalisme vengeur pour s'appuyer sur le libérateur sentiment national

Au bout du compte, il faut choisir le type d'économie désiré. D'un côté, l'économie capitaliste macho reposant sur la production matérielle — le « *syndrome de la pépinière* » disait une ancienne ministre Libérale — productrice de plus-value capitaliste à l'encontre des services aux personnes, rémunérés ou non, lesquels pourtant sont indispensables pour la reproduction de la main-d'œuvre. De l'autre, la féministe économie écosocialiste reposant sur la reproduction et l'amélioration de la société dans l'intérêt de toustes y compris l'ensemble du vivant, d'où le rejet de la chasse et du régime carnivore, dont l'axe est les services aux personnes et à la terre-mère dans lesquels s'incruste le minimum nécessaire de production matérielle. On aura compris que

le premier type d'économie se développe contre les intérêts de la majorité. Il ne peut se maintenir que par la généralisation de la compétition de tous contre tous conduisant aux pires inégalités et menant à une concentration-centralisation de la richesse et du pouvoir jusqu'à celui oligarchique qui domine aujourd'hui faute de résistance significative à gauche depuis deux générations.

Pour durer, le pouvoir oligarchique et la richesse ploutocratique doivent figer les inégalités dans mille et une oppressions dont celles de sexe et race sont les fondements (mais pas les seules). La construction du marché national par la bourgeoisie a recours tant au sexisme, pour forcer les femmes à enfanter pour la nation, qu'au racisme que ça soit pour unir bourgeoisie et prolétariat de la bonne couleur et afin de blâmer celui de la mauvaise couleur pour les légitimes frustrations populaires. L'erreur de gauche serait de jeter au panier le très réel sentiment national, si ce n'étaient que la langue et la culture nationales, le confondant avec l'imaginaire idéologie nationaliste. Cette idéologie, par exemple, identifie le territoire national avec celui de la province fédérale de Québec agrandie aux dépens des territoires autochtones au tournant du XXe siècle. Le sentiment national, dont la fierté nationale est partie intégrante, est à arracher à la droite qui le réduit à un frileux et recroquevillé identitarisme vengeur à la CAQ. À la gauche d'embrigader la force libératrice de ce sentiment pour entamer la longue marche vers cette dématérialisée société du soin et du lien. Indispensable pour booster l'énergie populaire, cette fierté nationale a besoin d'être reconnue en existant à la face du monde, ce que la constitution canadienne ne fait pas et ce dont Ottawa se moque, particulièrement vis-à-vis la pérennité de la langue française.

La stratégie de la mobilisation du sentiment national est d'autant plus appropriée qu'elle s'applique à une nation non aboutie sans État ou avec un demi-État comme le Québec. Il s'agit, pour la gauche, de construire l'unité nationale de classe, du peuple-travailleur bigarré et pluriel, y compris les nouveaux arrivants fuyant les conséquences des fruits amers de l'impérialisme, contre le 1% s'appuyant sur le 10%. Cette unité populaire de l'ère capitaliste-impérialiste se distingue de l'unité nationale populaire de l'Ancien régime unissant le tiers état contre des fantômes passés-date auxquels on substitue le peuple-travailleur souvent confus de la nation oppresseur. La lucidité de l'unité nationale de gauche est de pointer du doigt comme l'ennemi à terrasser l'alliance de la bourgeoisie de sa propre nation avec celle de la nation oppresseur quand ce n'est pas avec la grande bourgeoisie des grandes puissances faisant fi des formelles indépendances nationales. Afin d'isoler l'alliance bourgeoise, on se doit d'assurer l'indépendance de notre classe, la seule assez déterminée pour faire aboutir l'indépendance nationale. Pour ce faire, il faut neutraliser la partie nationaliste visage à deux faces de la moyenne bourgeoisie à la Péladeau et garder la bride au cou de la vacillante petite bourgeoisie nationaliste ralliée au PQ cherchant éperdument la bénédiction de la bourgeoisie nationale. Si le peuple-travailleur n'a pas su l'empêcher de se constituer en parti, comme c'est le cas au Québec, il faudra marcher séparément pour frapper ensemble en autant que ce parti petit-bourgeois ne soit pas irrémédiablement perverti par le racisme et la xénophobie.

La lutte indépendantiste du XXIe siècle ne peut que renforcer la fondamentale lutte climatique

La lutte pour la libération nationale d'aujourd'hui se positionne dans la conjoncture du XXIe siècle dominée par le passage de l'Holocène à l'Anthropocène-Capitalocène conduisant le monde vers l'effondrement des grands équilibres écologiques. Elle n'a plus comme horizon la vague indépendantiste anti-impérialiste du XXe siècle dût-elle l'achever. L'intellect mondial capitaliste a compris que le capitalisme est incapable de maîtriser cette plongée vers le néant. Greta Thunberg n'est plus la bienvenue à Davos. Les COP sont devenus un mauvais théâtre pour à peine masquer le renoncement aux cibles pourtant insuffisantes de la COP de Paris.

La Grande récession débutant avec la crise de 2008 succède à une période néolibérale toussoteuse où la restauration du taux de profit sur la base d'une faible croissance fut davantage due à un renforcement du taux d'exploitation qu'à une hausse de la productivité technologique. Comme on pouvait s'y attendre, la Grande récession suivie de la pandémie, qui annonce la convergence des crises (la pluricrise), débouche sur une série de guerres génocidaires pour le contrôle des ressources, des marchés et des flux de main-d'œuvre. Il en fut ainsi de la grande crise débutant en 1929 qui a fait le lit de la Deuxième guerre mondiale même si elle a vaincu le fascisme première manière. Idem pour celle débutant en 1873 qui s'est résolu par les guerrières conquêtes coloniales du vieil impérialisme, auxquelles il veut revenir, jusqu'à l'affrontement inter-impérialiste de la Première guerre mondiale.

Dans le contexte de la fondamentale grande crise climatique et de la biodiversité du XXIe siècle, est quasi nulle la probabilité que les guerres découlant de la Grande récession aboutissent soit à l'intermède des « années folles » (décennie 1920) ou à l'équivalent des « trente glorieuses » (1945-1975) qu'avait permis la victoire contre le fascisme. On réalise aujourd'hui que ces temps apparemment bénis de l'État-providence dans les pays impérialistes et du développementalisme au « tiers-monde » ont réussi à dompter la révolutionnaire lutte de classe. S'est substitué à cette lutte le plat réformisme capitaliste chevauchant la consommation de masse pillant et souillant la Nature à qui mieux mieux jusqu'à la catastrophe. La prévalence des hydrocarbures et des plastiques en est la marque de commerce. En fut le signal social le renoncement syndical à convertir la hausse importante de la productivité due à la technologie et à la science en baisse du temps de travail aliéné en faveur du travail créateur et libérateur. Le syndicalisme de l'Anthropocène a plutôt donné la priorité à la hausse salariale consommatrice malgré son appui au développement des services publics.

Cette prise de conscience de l'incapacité du capitalisme à résoudre la Grande récession dans le contexte de l'Anthropocène amène l'intellect capitaliste à renoncer à la démocratie parlementaire. Pour perpétuer le pouvoir du capital, il faut désormais corrompre cette démocratie et la soudoyer autant que faire se peut. Si ça ne suffit pas, il faudrait carrément la renverser par un régime autoritaire et austéritaire. De là à donner une base sociale à ces régimes « autoritaires » par le recours systématique au racisme et à la xénophobie, il n'y a qu'un pas vers le néofascisme. Il ne saurait être question de saboter la vitale et fondamentale lutte

écologique pour la survie de l'Humanité en s'associant à des partis à tendance raciste, dussent-ils prétendre à l'indépendance nationale.

Marc Bonhomme, 8 mars 2026

www.marcbonhomme.com ; bonmarc1@gmail.com